

la Dette

du Tiers Monde



Edito

Longtemps cantonnée au Sud, la problématique de la dette publique arrive en trombe au Nord. La crise qui a éclaté en 2007-2008 aux Etats-Unis s'est répandue en Europe comme une traînée de poudre à cause d'une construction européenne bancaire sur les plans politique et financier. Pour nombre de pays comme la Grèce ou le Portugal, l'euro est une camisole de force.

Cette dette au nom de laquelle on impose des régressions sociales massives doit être questionnée. La question de son illégitimité doit être posée : d'où vient-elle ? à qui a-t-elle profité ? et tant d'autres questions que le CADTM posera au sein des nombreux collectifs locaux pour un audit citoyen de la dette qui se créent sur tout le territoire.

Au-delà d'une vérification financière, cet audit est une stratégie offensive des peuples contre des créanciers qui prospèrent grâce à leurs déboires. Le rapport de force doit être inversé et le CADTM France s'y emploiera au côté de tous ses partenaires lancés dans cette démarche de l'audit citoyen de la dette publique, en vue de son annulation et de la reprise en main des leviers de décision par nous tous qui sommes les premiers concernés.

Remplaçons leur triple A (Austérité Austérité Austérité) par le nôtre : Audit Annulation Autre politique !



L'équipe du CADTM France

➤ L'Equateur condamné lourdement Chevron pour pollution

Le 4 janvier 2012, un tribunal équatorien a confirmé en appel le jugement rendu un an plus tôt et condamnant la multinationale pétrolière états-unienne Chevron pour avoir « déversé près de 70 millions de litres de pétrole brut et de 80 milliards de litres d'eau » remplis de produits chimiques et de métaux lourds dans la forêt amazonienne. Pour la population, intoxications et cancer se sont multipliés. Les dégâts ont été causés par Texaco entre 1964 et 1990 par Texaco, rachetée par Chevron en 2001.

La sanction est très lourde : 9,5 milliards de dollars (7,3 milliards d'euros). C'est un record, loin devant les 4,5 milliards de dollars demandés à ExxonMobil pour la marée noire de l'Alaska en 1989 (montant ramené ensuite à seulement 370 millions d'euros). Mais le symbole est très fort : le jugement ordonne à Chevron de « présenter des excuses publiques aux victimes », et en cas de refus de sa part, Chevron devra alors payer le double du montant fixé. Des recours existent encore, l'amende n'est pas payée, mais la prise en compte des dégâts environnementaux par la justice équatorienne est une bonne nouvelle.

➤ États-Unis : moins de faillites bancaires en 2011, encore moins pour 2012

D'après la Compagnie fédérale d'assurance des dépôts bancaires (FDIC) le nombre de faillites bancaires aux Etats-Unis a baissé en 2011 et devrait continuer en 2012.

Sur toute l'année, la FDIC donne 92 banques en faillite, alors qu'avec la crise les chiffres étaient montés en flèches, passant de 25 en 2008 à 140 en 2009 et 157 en 2010. Également, le montant des faillites et leur fréquence ont reculé. En décembre seuls deux établissements, dont les actifs s'élevaient au total à 288,9 millions de dollars, ont dû fermer, janvier ayant vu la fermeture de onze banques ayant fermé en janvier, dont les actifs totalisaient 7,15 milliards de dollars, et douze en février (2,43 milliards).

La FDIC qui assure les dépôts bancaires des banques américaines, est aussi chargée de superviser et de gérer près de 5000 institutions financières.

➤ 21.12.2011

La Cour européenne de justice s'est prononcée contre l'interdiction des poids lourds dans la vallée de l'Inn, en Autriche. Le gouvernement avait pris cette mesure pour res-

Agenda

- 31-01 | Alençon (61), France - Réunion collectif audit avec P. Franchet
- 02-02 | Cergy (95), France - Conférence avec P. Franchet
- 04-02 | Niort (79), France - Lancement du Collectif pour l'audit citoyen avec J. Marsault et N. Sersiron
- 05-02 | Paris 5e - Festival des Résistances à La Clé avec D. Millet
- 17-02 | Marseille (13), France avec D. Millet
- 24-02 | Paris 2e - Mairie, La dette africaine avec D. Millet
- 08-03 | Carcassonne (11), France - La dette - Après les pays du Sud un moyen pour asservir les peuples du Nord avec N. Sersiron
- 09-03 | Toulouse (31), France - La dette - Après les pays du Sud un moyen pour asservir les peuples du Nord avec N. Sersiron
- 09-03 | St Quentin en Yvelines (78), France avec D. Millet
- 09-03 | Bédarieux (34), France - Debtocracy avec M. Krolikowski
- 17-03 | Lille ((59), France avec D. Millet
- 23-03 | Lons le Saulnier (39), France - Debtocracy avec N. Sersiron
- 30-03 | Clermont-Ferrand (63), France avec D. Millet

Plus : <http://cadtm.org/Agenda>

treindre les émissions de polluants atmosphériques. La Commission européenne, garante de la libre circulation des marchandises, s'y est opposée. La Cour donne raison à la Commission, trouvant des limitations de vitesse bien suffisantes. Une preuve de plus que le capitalisme est incapable d'intégrer sérieusement la donne écologique.

➤ 27.12.2011

Les dépôts au jour le jour des banques de la zone euro auprès de la BCE ont atteint un record : 411,8 milliards d'euros. Le précédent record datait de juin 2010, à 284,3 milliards. La mécanique est simple : au lieu de les prêter à ceux qui en ont besoin, les banques préfèrent placer les fonds qu'elles possèdent, et qu'elles peuvent emprunter à 1% à la BCE, auprès de la BCE justement... Qui a dit que la main invisible du marché se chargeait de toujours tout répartir au mieux des intérêts de tous ?

➤ 14.01.2012

Le "there is no alternative" de Margaret Thatcher est toujours en vogue du côté des médias dominants. Au lendemain de la perte de la note AAA par la France, Le Figaro notait dans son éditorial : "il n'existe pas d'alternative à la politique suivie par le gouvernement : réduction drastique et accélérée des déficits et recherche de marges de manoeuvre pour soutenir la croissance". L'éditorialiste devrait lire d'urgence les publications du CADTM...

Du côté de chez "eux"...

La crise économique et financière nous frappe. Nous devons nous serrer la ceinture car nous avons vécu au dessus de nos moyens et que nous sommes responsables de la crise de la dette de nos États.

De quel "nous" parlent ils ? Quand ils parlent de "nous", ils ne parlent pas d'"eux" mais bien de "nous", car eux, le un pour cent :

- ils n'ont jamais connu de crise ;
 - ils continuent de gagner des sur-bonus en remerciement d'avoir créé les subprimes ;
 - ils passent d'un poste (de 300.000 à 700.000 € par an) à un autre aussi tranquille. De fonctionnaire international, à directeur de banque internationale, au poste de premier ministre ;
 - ils ont accaparé toujours plus les richesses avec leur système capitaliste financiarisé ;
 - leurs patrimoines augmentent quand leur système s'écroule ;
- Eux, les riches, les vrais, ne connaissent pas de crise. Eux, ils dépensent toujours plus, insouciantes.



Le luxe ne s'est jamais aussi bien porté

Les voitures Rolls Royce, le symbole même d'une consommation ostentatoire, l'expression ultime du luxe, substance de la distinction,

n'ont jamais été autant vendues : 3.538 véhicules dans l'année 2011. Depuis 107 ans d'existence, après 150% (oui : un, cinq, zéro) d'augmentation des ventes en 2010, 2011 est marquée par une progression de 31%.

Chez Rolls c'est le modèle "Ghost", l'entrée de gamme, le premier prix à 200 000 euros (si ce genre de terminologie peut s'appliquer dans ce cas), qui est le plus vendu. Celle qui est vulgairement conduite par son propriétaire. Le nouveau riche, "l'aspirant", qui ne se paye pas le chauffeur obligatoire avec le modèle "Phantom", dont le prix dépasse les 400 smic mensuels.

Ceci n'est pas un hasard. L'autre fabricant britannique de voitures ostentatoires, "Bentley" a remarqué le même phénomène, comme toutes les marques de voitures de luxes.

Leur "marché" de l'art est actif jusqu'à la honte, où la reconnaissance commence à partir de 100 000 euros. L'année dernière (2011) deux artistes, qui gardent l'anonymat, ont vendu chacun(e) pour plus de 1Md de dollars pendant que la vente des objets de l'actrice Elizabeth Taylor, décédée en 2011, a réalisé 150Mns \$.

LVMH, le numéro un mondial du luxe, a vu ses bénéfices exploser (3 milliards d'euros et des ventes de 20 milliards) au cours de l'année 2010, année qualifiée de "grand millésime" par son PDG. Il y a de l'argent dans les poches des riches et on sait d'où il vient.

Nous :

- nos services publics sont détruits et/ou privatisés;
- nous sommes au chômage ou alors payés

- avec un salaire tout juste bon à s'endetter;
- nos médicaments et soins sont de moins en moins remboursés;
- nos retraites sont attaquées;
- notre code du travail est morcelé;
- nous manquons de logements décentes;
- nos enfants quitteront l'école pour l'usine.

Eux, ils continuent à pomper notre argent vers leurs coffres.

Nous, nous subissons des crises à répétition, tellement que nous sommes arrivés à comprendre que l'état de crise est tout simplement la nature du capitalisme.

Eux, ils continuent à se maintenir aux places dominantes en transférant les effets nocifs de leur système à notre charge, en continuant à nous déposséder en permanence. Leur crise n'a jamais existé, c'est de la propagande, pas plus.

Le rêve des riches, après des années, des décennies de rapport de force social qui leur était moins favorable, c'est de revenir à ce qu'ils appellent "une situation normale". C'est à dire, comme au début du dix-neuvième siècle, quand un employé sur trois à Paris était un domestique. Ils veulent que nous soyons encore à leur service.

Nous, nous sommes nombreux et nous pouvons nous organiser. Nous pouvons être aussi solidaires entre nous qu'ils le sont entre eux.

Ça suffait comme ci !



Olivier Chantry, Mike Krolkowski

Dickens et Zola se retournent dans leurs tombes

Aux États-Unis, le favori aux primaires républicaines, Newt Gingrich, veut remettre les enfants au travail

Ce candidat à la présidence de la première puissance mondiale voit beaucoup d'avantages dans le travail des enfants.

D'après lui, c'est une bonne expérience de vie, pour des enfants d'à peine cinq ou six ans, d'avoir un travail et les lois de protection sont "complètement stupides"

Le travail est une question d'habitude et s'il y a tant de chômage, c'est parce que les gens n'ont pas l'habitude de se lever pour aller travailler. Les enfants pauvres des quartiers défavorisés n'ont personne qui travaille autour d'eux, sauf les activités criminelles.

Il propose de remplacer les employés trop bien payés (à cause des syndicats) par des enfants. Ce qui réduit le coût du travail et, par la même occasion, les résistances syndicales.

Le pire est que ses propos sont largement applaudis par l'audience républicaine lors de ses débats publics. Ceux-là même qui applaudissent à l'idée de laisser mourir une personne sans assurance maladie. Logique capitaliste sans appel.

Mais il n'est pas le seul dans cette voie. Les politiciens républicains des États du Maine et du Wisconsin ont déjà eu la même idée et ont fait assouplir les lois qui protègent les enfants.

Allongement des heures de travail

Dans le Maine, le sénateur Debra Plowman et le représentant d'État David Burns, tout deux républicains, ont demandé l'augmentation du temps de travail pour les 16-17 ans de 20 à 32 heures/semaine et payés bien moins que le smic. "*Comment se fait-il qu'un adolescent peut passer autant d'heures qu'il le veut à faire du sport ou autre activité de loisir, mais que ceux qui veulent travailler aient des limites ?*" déclare Dick Grotton, président de l'association des restaurants du Maine. Les syndicats arguant que les enfants peuvent se blesser en travaillant, et seraient moins attentifs à l'école, les législateurs ont fait un "compromis" passant une loi autorisant les adolescents à travailler 24 heures/semaine et quittant à 22h15.

D'après la loi fédérale, inchangée depuis 1938, les enfants doivent avoir 14 ans pour travailler (certains travaux dangereux sont interdits aux mineurs). Pendant les jours d'écoles, les 14-15 ans ne doivent pas travailler avant 7h et après 19h. Au-delà de 16 ans, chaque État décide des heures de travail.

Les industries des services et de l'alimentation et les commerçants poussent pour assouplir la législation du travail dans d'autres États. Pour James Sherk, analyste du travail dans un think tank conservateur "*Il y a peu de risque d'être blessé comme caissière chez Wal-Mart*". Les opposants voient là une atteinte à diluer le

pouvoir des syndicats. "*Cela fait partie d'un effort coordonné par les conservateurs dans tout le pays d'utiliser la crise économique pour déchiqueter les protections essentielles des travailleurs*", explique Anne Thompson, analyste politique à la National Employment Law Project, un groupe basé à New York qui milite pour les droits des travailleurs. Les bas salaires des adolescents les rendent attrayants sur le marché de l'embauche.

Le Wisconsin, qui a interdit, l'an dernier, les droits de négociation collective pour la plupart des employés du secteur public, sous le gouverneur Walker Scott, a également adopté une modification majeure à ses lois du travail des enfants. Deux représentants républicains ont amendé la loi sur le travail des enfants. Selon les anciennes règles, les 16-17 ans ne pouvaient pas travailler plus de 26 heures durant une semaine scolaire et plus de 50 heures par semaine pendant les vacances. La nouvelle loi, actuellement en vigueur, supprime ces restrictions de 26h/semaine. Michelle Kussow, une lobbyiste pour l'association des épiciers du Wisconsin, qui a travaillé à abroger l'ancienne directive, dit "*Ce n'est pas comme si [nos membres] essayaient d'exploiter ces enfants ou de créer un atelier de misère*", explique Kussow. "*Ils veulent juste donner aux enfants cette grande première occasion que l'on a dans une épicerie.*"



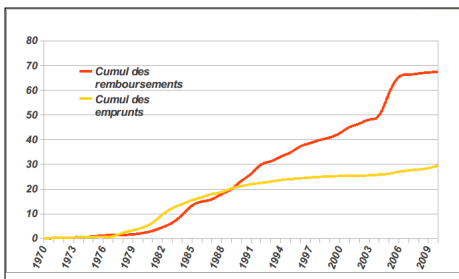
Yvette Krolkowski

Nigeria : quelques rappels pour comprendre la situation de ses 160 millions d'habitants

L'ensemble des données sont exprimées en milliards de dollars US. Les sources de ces données sont de la Banque mondiale (<http://databank.worldbank.org/ddp/home.do>) à l'exception des données sur la dette interne qui proviennent du « Debt Management Office of Nigeria ».
<http://www.dmo.gov.ng/ardeptprofile.php>

La dette externe : un saccage organisé

Comme l'illustre ce premier graphique, la dette externe publique du Nigeria représente une escroquerie internationale sans nom. La différence entre les emprunts et les remboursements (le transfert net) atteint 37 milliards de dollars, dont plus de 29 milliards de dollars ne représentent que le paiement des intérêts.

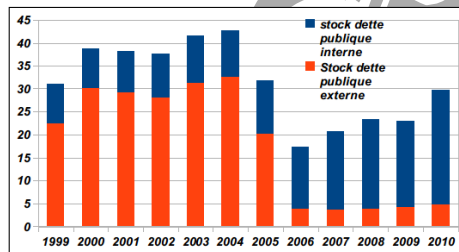


Sur cette période de 1970 et 2010, le stock de la dette externe a diminué principalement entre 2005 et 2006 suite à des remboursements de 15 milliards en contrepartie d'une annulation par le FMI et le Club de Paris de 18 milliards de dette externe (voir sur ce sujet, Nigeria : un accord aux forts relents de pétrole... janvier 2006, <http://www.cadtm.org/Nigeria-un-accord-aux-forts>)

La dette a été internalisée...

Comme nous montrent ce premier tableau et le graphique suivant, le fardeau de la dette a en fait été largement transformé en dette interne.

Somme à rembourser : Stock des dettes publiques du Nigeria	2000	2010
Dette externe	30,02	4,69
Dette interne	8,83	25,04
Dette totale	38,85	29,73



Dans le tableau suivant on peut constater également que plus de 25 milliards de dollars d'intérêts ont été payés par le gouvernement entre 2000 et 2010.

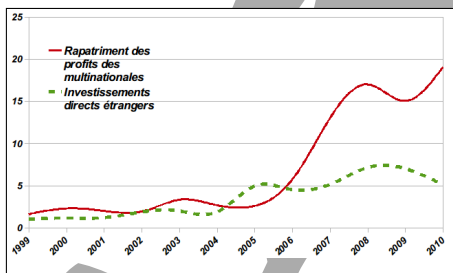
Dans ce pays où la corruption est si souvent

Périodes	2000-2010
Intérêts sur la dette externe	8,23
Intérêts sur la dette interne	16,84
Rapatriements des profits des multinationales	84,82
Investissements directs étrangers	42,06

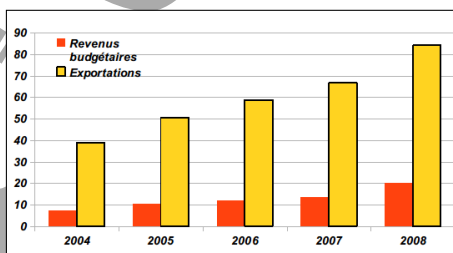
soulignée, il est clair que les sorties illégales des profits des multinationales sont considérables, le tableau précédent ne les fait pas apparaître. Néanmoins, sur la même période, les multinationales exportaient du Nigeria en toutes légalités 84 milliards de profits alors que les investissements extérieurs représentaient à peine la moitié.

Nigeria, une terre d'abondance pour les multinationales...

Comme les graphiques suivants le montrent, la hausse du prix du pétrole symbolise d'énormes bénéfices pour les multinationales.

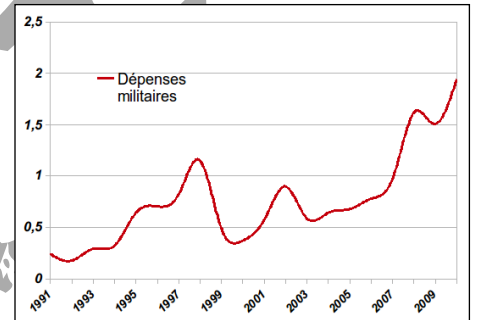


Dans ce pays de 160 millions d'habitants (2,5 fois la France) l'ensemble des revenus de l'État tournent autour de 20 milliards de dollars annuels (25 milliards en 2010) pour les années où le prix des énergies fossiles flambent et alors que les hydrocarbures représentent plus de 90% des exportations.



Dans son rapport « Building a Post Petroleum Nigeria (Leave new oil in the soil) » l'ONG nigériane, ERA (Amis de la terre Nigeria) rappelle qu'il est estimé que 50% du pétrole produit ne serait pas déclaré. Et que sur la partie déclarée, le gouvernement n'aurait pas réussi à récupérer 34,7 milliards de dollars de taxe due par les compagnies pétrolières entre 2004 et 2008. Selon d'autres estimations, environ 50 millions de barils par jour disparaissent (1/6 des 300 millions de barils que devrait produire par jour le Nigeria¹). Bien entendu, heureusement, la grande majorité de ces « pertes » sont des oublis de déclarations des multinationales pétrolières qui ne paient ainsi pas le pétrole. Rappelons néanmoins que les dé-

gâts écologiques liés aux fuites de pétrole sont catastrophiques. Les estimations parlent d'une dizaine de millions de barils déjà déversés dans le delta. Avec, selon les sources, entre 300 et 1000 fuites par an. Alors qu'il est largement reconnu que les installations des compagnies pétrolières dans ce pays sont caractérisées par leur médiocrité, selon les multinationales, quasiment toutes les fuites seraient dues à des saboteurs et des voleurs. Raison de plus pour militariser le pays... Budget militaire qui, comme on peut l'observer dans ce dernier graphique, tourne à l'heure actuelle autour de 10% du budget national.



Au pays des inégalités, pour que la violence entre voleurs continue, la population paye... les dettes écologiques et financières.

 Olivier Chantry

Repères

La République fédérale du Nigeria (36 États), située dans le golfe de Guinée, entre le Bénin et le Cameroun, autour du delta du Niger, est de loin le pays le plus peuplé d'Afrique avec une population de plus de 162 millions d'habitants en 2011.

D'après le rapport 2011 du PNUD, le Nigeria est classé 156 sur 187 à l'indice de développement humain (IDH). 70% de la population vit avec moins de 2\$ par jour.

Premier producteur de l'or noir du continent, il est le seul pays du monde disposant d'importantes ressources pétrolières à présenter un déficit budgétaire.

Depuis le 1er janvier 2012, la suppression des subventions sur les carburants a vu le prix de l'essence doubler. Du 9 au 13 janvier, une grève générale a paralysé le pays. Des banderoles sur lesquelles on pouvait lire "Occupons le Nigeria" identifiaient la lutte comme faisant partie d'un mouvement international. La grève a été féroce réprimée puis arrêtée par les syndicats annonçant des négociations. Le problème n'ayant pas été résolu, la grève a repris le 28 janvier.

La politique de privatisation imposée par le FMI et la Banque mondiale n'est pas étrangère à cette situation.

1. http://l'expansion.lexpress.fr/afrique/dans-le-delta-du-niger-les-fuites-de-petrole-sont-pires-que-la-maree-noire-du-golfe-du-mexique_238523.html

➤ La Chine est maintenant plus grand prêteur aux pays africains que la Banque mondiale *

Cameroun : BM 30 Mns \$ Chine 743 Mns \$
R. D. Congo : BM 25.5 Mns \$ Chine 75.8 Mns \$
Ghana : BM 313 Mns \$ Chine 9.87 Mds \$
Nigeria : BM 890 Mns \$ Chine 900 Mns \$
Zambie : BM 95 Mns \$ Chine 315 Mns \$

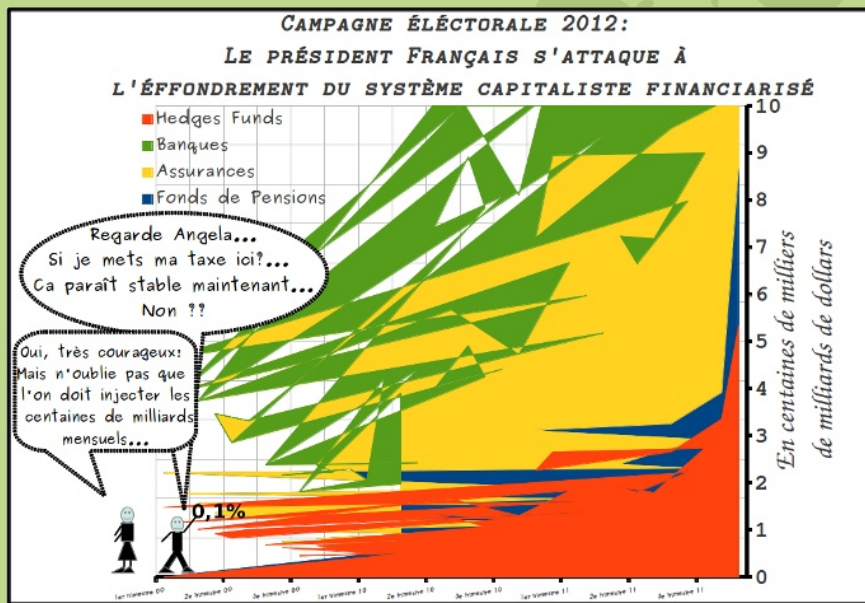
* http://www.bbc.co.uk/news/business-16092634#y_continues_4

➤ Les banques publiques seront liquidées et fermées

Le président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, lors de sa visite en France le 27 janvier 2012, a déclaré devant le MEDEF :

«*Nous allons procéder à la liquidation des banques publiques. C'est ce que nous avons fait il y a 20 ans, malheureusement ces banques publiques sont revenues au premier plan. Je ne pense pas que la place de l'État soit nécessairement dans les banques. Nous allons donc, à nouveau, procéder à la liquidation des banques publiques qui s'apparentent souvent à des caisses pour les hommes politiques. L'État va se concentrer sur ses missions régaliennes.*».

➤ Le graphique d'Olivier



Olivier Chantry

➤ Carnet de notes

AA A

12.08.11 : Alain Minc conseillé de N. Sarkozy : "préservé la note AAA de la France coûte que coûte. Celle-ci est devenue notre trésor collectif".

17.10.11 : François Fillon : la note française "est un acquis extrêmement précieux qu'il ne faut en aucun cas fragiliser". Le ministre de l'économie, François Baroin assure : "Nous serons là pour conserver ce triple A", "nous prendrons toutes les mesures, donc il n'y a pas d'inquiétude. Tout est mis en œuvre depuis trois ans pour ne pas être dégradés".

19.10.11 : Si le programme du PS était mis en œuvre, cela "vaudrait à la France de voir sa note dégradée en deux minutes", affirme François Baroin.

23.10.11 : Selon Le Canard enchaîné, Nicolas Sarkozy aurait dit : "Si nous perdons le triple A, je suis mort".

13.01.12 : **La France perd son triple A.** Standard & Poors revoit la notation de 16 pays de l'Union européenne.

14.01.12 : François Baroin, relativisant l'information : "c'est comme si la note d'un élève passait de 20/20 à 19/20". Pour François Fillon "l'échelle de notation de Standard and Poor's a 21 crans. C'est comme si la France était notée 20/21".

16.01.12 : "Dans le fond des choses, ça ne change rien", a déclaré le chef de l'État en visite à Madrid. "Ce ne sont pas les agences de notation qui doivent définir les politiques économiques".

Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis...

➤ Le CADTM en France

- Aix-en-Provence : aix@cadtm.org
- Bordeaux : bordeaux@cadtm.org
- Dijon : dijon@cadtm.org
- Grenoble : grenoble@cadtm.org
- Lille : lille@cadtm.org
- Lyon : lyon@cadtm.org
- Marseille : marseille@cadtm.org
- Montpellier : montpellier@cadtm.org
- Nîmes : nimes@cadtm.org
- Orléans : orleans@cadtm.org
- Paris : paris@cadtm.org
- Pau : pau@cadtm.org
- Poitiers : poitiers@cadtm.org
- Reims : reims@cadtm.org
- Rennes : rennes@cadtm.org
- Sens : sens@cadtm.org
- St Brieuc : stbrieuc@cadtm.org
- Toulouse : toulouse@cadtm.org
- Autres : france@cadtm.org

Vite, vite, j'adhère au CADTM !

Nom (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Tél : _____ Mel : _____ @ _____

> Adhésion au CADTM France et abonnement aux publications :

[] 48 euros [] 27 euros (petits revenus)

> Adhésion seule : [] 10 euros [] 5 euros (petits revenus)

> Abonnement seul : [] 38 euros [] 22 euros (petits revenus)

Adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**

Bulletin du CADTM France

17, rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tél : 00 33 (0)2 38 59 98 28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Claude Quémar

Mise en page : Yvette Krolkowski

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : à parution

Entièrement fait avec logiciels libres sous Linux